

A la rencontre de l'Association Caritas Genève

Rencontre avec Dominique Froidevaux Directeur et Michel Warynski Secrétaire Général

Aperçu historique et mission de Caritas

L'association (de droit privé) Caritas a été créée en 1942 lors de l'arrivée des réfugiés de la deuxième guerre mondiale. Les paroisses se sont alors mobilisées avec l'aide de la Confédération pour faire face. Après la guerre la pauvreté a perduré en Suisse. A l'époque, Caritas disposait de moyens et accompagnait moins de personnes relativement à aujourd'hui où les moyens se font plus rares et les pauvres toujours plus nombreux. La **mission de Caritas** : Combattre la précarité et la pauvreté avant qu'elles ne soient installées, prévenir plutôt que guérir, enseigner et former pour un avenir meilleur.

Caritas en chiffres

Caritas Genève c'est un budget de CHF 10 millions – *en recherche de financement* - un effectif d'environ 100 salariés dont 29 avec un statut EDS (Emploi de Solidarité). Caritas accueille 80 personnes en ADR (Activités de Réinsertion) envoyées par l'Hospice Général. L'association est présente dans 17 régions de Suisse. Chaque Caritas régionale a ses propres statuts et assure son propre financement. Au contraire des autres cantons qui sont davantage financés par l'Etat ou l'Eglise, Caritas Genève jouit d'une relative indépendance du fait de son financement en bonne partie privé. Genève a la chance de disposer d'un réseau de 419 bénévoles, dont 177 personnes pour le bénévolat d'entreprise pour un total de 1286 heures. 12 lieux de ventes, 1 pressing et 120 ramassages à domicile par mois, plus de 1000 tonnes d'objets récupérés et triés chaque année.

Le budget est constitué comme suit : 1/3 subvention, 1/3 dons et legs et 1/3 produits de prestations. Caritas paie le 100% des salaires des EDS et reçoit de l'Etat de Genève le remboursement du 80%. Cette participation de Caritas à raison de 20% est nouvelle depuis la mise en place des EDS. Par ailleurs, les obligations de Caritas se sont accrues, notamment celle d'engager des personnes issues de programmes cantonaux de réinsertion en CDI (contrats à durée indéterminée) avec pour mission de replacer ensuite ces personnes sur le marché de l'emploi.

Une action efficace sur le terrain – un travail sur mesure et de proximité

Au fil des années, Caritas a développé une véritable expertise en matière d'action sur le terrain. Ses prestations sont devenues plus ciblées. En matière d'encadrement de personnes en difficulté, l'expérience semble avoir démontré qu'un suivi en profondeur d'un nombre plus restreint de personnes est au final plus efficace pour les aider à retrouver durablement leur autonomie.

La démarche de Caritas est profondément ancrée dans l'humain. A titre d'exemple, lorsqu'une personne vient pour des problèmes d'endettement son dossier n'est pas traité de manière purement administrative. Au contraire, la personne est accompagnée par un(e) travailleur(se) social(e) expert(e) en la matière pour bien comprendre sa situation personnelle propre et en comprendre les origines. Car il s'agit de déraciner durablement le problème de l'endettement ou d'aider la personne à mieux vivre avec des contraintes difficiles. En cas de prêt, un accompagnement est poursuivi sur 3 ans, durant toute la durée du remboursement. En s'interdisant tout jugement, il opère une véritable catharsis qui libère la personne en lui faisant prendre conscience des modes de fonctionnement à l'origine de son problème d'endettement.

L'action de Caritas ne se substitue pas à ce qui est dû en justice et est assuré par des institutions étatiques telles que l'Hospice général ou le service des prestations complémentaires (SPC). Elle intervient en amont pour éviter que les personnes ne tombent dans la précarité ou en accompagnement des personnes dans le besoin. Mais elle fait aussi un travail de plaidoyer pour interpeller les pouvoirs publics sur certains manques ou dysfonctionnements et pour proposer des solutions innovantes. Exemple : pour améliorer la condition des familles de travailleurs pauvres, Caritas s'est engagée en faveur d'une nouvelle forme de prestations complémentaires qui améliorent leurs revenus et évite leur dépendance de l'Hospice général. Genève a été parmi les premiers cantons à adopter un tel système et fait ainsi œuvre de pionnier pour une prestation qui est souhaitée dans toute la Suisse.

Une rampe de lancement vers le marché de l'emploi

Rappelons que les activités multiples et variées de Caritas n'ont pas pour vocation de se substituer au marché premier. Le but de l'association n'est pas de se pérenniser elle-même en nourrissant sa propre structure, mais bien d'offrir une rampe de lancement vers le marché de l'emploi aux personnes en difficulté. « Les personnes que nous formons à un métier, en particulier les jeunes, seront bientôt les employés des PME ou des grandes entreprises du canton » se plaît à dire le directeur de Caritas.

Budgets annuels versus projets pluriannuels

Michel Warynski Secrétaire Général de Caritas (membre PDC) souligne la difficulté de gérer des projets pluriannuels à partir d'un financement basé sur la logique de budgets annuels des collectivités publiques. Difficile de s'engager sur deux voire trois ans lorsque les promesses de financement ne portent que sur un an. C'est le cas notamment du projet « Voie 2 » de Caritas dont le but est d'aider des jeunes à se réinsérer dans la société au travers d'un apprentissage de deux ans au terme duquel ils obtiennent une attestation fédérale professionnelle (AFP). Il s'agit là d'un problème de rythme de financement qui doit pouvoir faire l'objet d'une réflexion concertée. Coût de l'apprentissage par jeune pour 2 ans : CHF 100'000.

Qui sont les bénéficiaires ?

L'identification des bénéficiaires dans le cadre des projets menés par Caritas n'est pas toujours aisée. En ce qui concerne le projet « Voie 2 », les bénéficiaires sont multiples à commencer par les jeunes eux-mêmes. Font également partie des bénéficiaires les communes et tous les services sociaux qui verront leurs charges diminuer d'autant. Il est question ici d'une action en amont qui, aussi coûteuse qu'elle puisse paraître, réduit au final la facture sur le moyen et long terme en proposant des solutions viables. Dès le moment où un projet est considéré comme nécessaire et efficace, il devrait pouvoir devenir une prestation payée par la(les) collectivité(s) bénéficiaire(s) selon le principe du tiers payant explique le directeur. C'est le moyen clé pour pérenniser les actions menées par Caritas.

Un pas innovant vers les marchés de demain : la Coopétition

Pour ses programmes de réinsertion, Caritas est active dans les métiers du recyclage et la revalorisation de textiles et de matériaux récupérés. Dans cette niche, divers métiers sont investis (électricité, bois, décoration) qui peuvent permettre d'ouvrir de nouvelles filières d'orientation et de formation professionnelle ... une étape vers l'innovation. Le projet « Fouine 2 », chemin de la Milice à Plan-les-Ouates s'inscrit dans cette dynamique. Une étude a été réalisée avec la Haute Ecole de Gestion de Fribourg pour développer des programmes basés sur le concept de « Coopétition » avec l'économie de premier marché (conjonction de coopération et de compétition à comprendre dans le sens d'une complémentarité «socialement responsable»).

Aider Caritas à poursuivre son action de terrain ¹

La force de Caritas réside dans ses compétences à intervenir sur le terrain avec une approche sur mesure et respectueuse. Elle aide les personnes en difficulté à se réinsérer socialement et professionnellement. Il s'agit pour les politiques de trouver un moyen, afin que les activités de contrôle et d'évaluation qui se sont accrues au fil des années ne mettent pas en danger l'existence même des associations telles que Caritas. Un juste milieu est à trouver qui devrait laisser la part belle aux actions concrètes sur le terrain et aux résultats visibles plutôt qu'à la multiplication de démarches administratives. L'un des paramètres du succès semble aussi de créer des espaces d'entraînement et de formation professionnelle pour les jeunes et moins jeunes au cœur même du tissu économique, dans ces niches d'activités insuffisamment lucratives, mais qui ont le mérite de répondre à un besoin réel.

Dans son **manifeste contre la pauvreté à Genève**², Caritas prône, avec d'autres partenaires associatifs, une approche concertée qui englobe toutes les facettes du problème à commencer par l'emploi, la formation et le logement, mais aussi le désendettement, la santé, l'intégration sociale. Seule une démarche globale, coordonnée et proche du terrain fondée sur une véritable politique de réinsertion est en mesure d'apporter une réponse valable à la pauvreté à Genève.

Sophie Tochon

¹ <http://www.caritasge.ch/p107001197.html>

² <http://www.caritasge.ch/p107001751.html>